

DEPARTEMENT
VAL D'OISE
CANTON
GOUSSAINVILLE
COMMUNE
MARLY LA VILLE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Egalité – fraternité

ARRETE DU MAIRE

N° 016-2026

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Cirque Sébastien ZAVATTA , du jeudi 19 février au lundi 09 mars 2026
Parc Salvador Allende, rue Serge Laverdure
– MARLY-LA-VILLE

Le Maire de Marly la Ville,

Vu la loi 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212.1 et suivants,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L.2122-1 et suivants,

Vu le Code de commerce et notamment les articles L.310-2, R.310-8, R.310-9 et R.310-19,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R610-5,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 12/04/2024 fixant les tarifs municipaux pour l'année 2024-2025,

Considérant la demande de Monsieur DOUCHET James, sise 1 chemin de Sapinière du Vivier 72230 Guecelard, afin d'installer un chapiteau au parc Salvador Allende, rue Serge Laverdure sur la commune de MARLY-LA-VILLE, du jeudi 19 février au lundi 09 mars 2026,

Considérant qu'il convient de définir les conditions d'organisation de ce spectacle.

ARRETE

ARTICLE 1 Monsieur DOUCHET James est autorisé à occuper le domaine public afin d'y organiser des représentations du cirque Sébastien ZAVATTA au parc Salvador Allende, rue Serge Laverdure du jeudi 19 février au lundi 09 mars 2026.

ARTICLE 2 : Monsieur DOUCHET James est autorisé à installer et à présenter son spectacle aux horaires suivants :

- **Mercredi – Samedi à 16h**
- **Vendredi à 18h**
- **Dimanche à 15h**

Aucun affichage n'est autorisé sur le mobilier urbain.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire s'engage à restituer les lieux occupés dans un parfait état de propreté. En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du demandeur.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire s'acquittera des redevances calculées en fonction de la surface du domaine public occupé, soit **600 mètres linéaires** et des tarifs unitaires au m2 fixés le 14/04/2025, révisable en cours d'année, par le Conseil Municipal. Leur non-paiement entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation. Vous devez informer la collectivité de votre absence 48 heures avant via mairie@marlylaville.fr, sinon l'emplacement vous sera facturé.

ARTICLE 5: Le présent arrêté municipal est à titre précaire et révocable à tout moment, étant lié aux risques terroristes actuels et aux contraintes VIGIPIRATE à appliquer.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux formé auprès du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.
Il peut également dans le même délai faire l'objet d'un recours gracieux intenté devant son auteur.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Madame la Directrice Générale des services,
- Madame la Responsable de la Police Municipale de Marly-la-Ville,
- Monsieur le Chef de la Police Intercommunale de la CARPF,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de Survilliers,
- Monsieur le commandant du Centre de Secours de Survilliers,
- Monsieur DOUCHET James

Chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans la commune.

A Marly la Ville, le 28 janvier 2026

Le Maire, André SPECQ.

